



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 16 mars.

RDC: le Parlement devra voter les lois d'accompagnement du processus électoral. Les travaux de la session ordinaire du Parlement démarrent lundi 16 mars au Palais du Peuple. Les parlementaires doivent voter des lois essentielles qu'imposent le calendrier électoral publié par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et celles qui doivent accompagner l'installation des 26 nouvelles provinces en RDC.

Ituri: 42 cas de violences sexuelles enregistrés en février 2015. L'ONG Centre médical de la solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (Sofepedi) affirme avoir recensé 42 cas de violences sexuelles, en février dernier, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). La coordinatrice de cette structure, Noëlla Alifwa, a livré ces chiffres, le week-end dernier à Bunia, chef-lieu de district de l'Ituri.

Des leaders de Y'en a marre et du Balai citoyen arrêtés à Kinshasa. Trois leaders des mouvements sénégalais Y'en a marre et un burkinabè du Balai citoyen ont été interpellés dimanche 15 mars à Kinshasa. Selon un communiqué de Filimbi, le mouvement d'action civique de jeunes congolais qui avait invité ces activistes sénégalais et burkinabè pour animer un séminaire sur l'engagement civique des jeunes, une trentaine d'autres personnes ont aussi été interpellées. Le porte-parole du gouvernement affirme qu'il leur est reproché de faire la promotion de la violence. Il annonce également qu'un diplomate américain arrêté avec le groupe a été relâché le même dimanche.

Kinshasa: de nombreux projets de construction des logements sociaux piétinent. Une semaine après le lancement des travaux de construction de 74 maisons de la Cité de la paix «Cardinal Etsou» dans la commune de Kimbaseke (Kinshasa), le débat sur la politique de logements sociaux en RDC est relancé. Le gouvernement congolais a annoncé plusieurs projets de construction des logements sociaux pour répondre au besoin de logement de la population. Jusque-là, très peu de ces projets sont arrivés à terme.

Léon Kengo appelle le gouvernement et ses partenaires à "mobiliser les moyens" pour la Ceni. Le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo appelle le gouvernement congolais à doter la Ceni des moyens nécessaires pour lui permettre de respecter les échéances fixées dans son calendrier publié en février dernier. Il a lancé cet appel, lundi 16 mars, à l'ouverture de la session ordinaire de mars au Palais du peuple de Kinshasa.

Katanga : 13 morts et 87 rescapés dans un naufrage près d'Ankoro. Le naufrage de la baleinière survenu samedi 14 mars dans la soirée à 76 km d'Ankoro (Katanga) sur le fleuve Congo a fait treize morts. On dénombre quatre-vingt-sept rescapés. Ce bilan provisoire a été fourni par l'administrateur du territoire de Manono qui s'est rendu sur le lieu du drame.

Mardi 17 mars.

La future province du Haut-Katanga compte sur les mines. Les ressortissants de la future province du Haut-Katanga misent sur l'exploitation minière pour développer leur entité. Ils l'ont dit au cours d'une conférence organisée le week-end dernier à Lubumbashi. Sur le plan économique, ils ont émis le vœu de voir les 20 gisements de cuivre en exploitation ou non encore exploités dans la prochaine province, contribuer au développement du Haut Katanga. «Notre province recèle environ 60% de gisements de cuivre et moins de 5% de ceux de l'étain. Le potentiel minier est là et on compte 20

gisements connus qui ont été exploités du temps de la Gécamines», a indiqué le professeur Michel Mpundu, un des participants à cette conférence. Ils ont souhaité que Moïse Katumbi Chapwe soit le futur gouverneur de leur province. Pendant deux jours, les participants à ce forum ont recommandé, sur le plan socio-culturel, qu'une fois la nouvelle province mise en place, l'accès à l'école primaire soit rendu obligatoire en milieu urbain et rural dans cette partie de la RDC. Ils ont plaidé pour le renforcement de la législation interdisant les mariages précoces notamment chez la jeune fille et la création des écoles des métiers et l'enseignement technique. Sur le plan de la santé, les ressortissants de la future province du Haut-Katanga recommandent le renforcement du système sanitaire en milieu rural. Cette conférence a été organisée à l'initiative des deux députés nationaux ressortissants. (Radio Okapi)

Kisangani: des femmes informées sur les bienfaits de l'agro-écologie. Près de trente femmes issues d'organisations et associations paysannes ont été informées samedi 14 mars sur de nouvelles méthodes culturales. L'Union paysanne pour le développement de Kisangani leur a notamment expliqué des bienfaits de l'agro-écologie pour l'amélioration de leur rendement agricole. Pour Quadratus Muganza, président de cette ONG, l'agroécologie permet un meilleur rendement agricole que l'agriculture sur brûlis. « Je peux vous donner l'exemple du maïs. Si on fait l'agriculture itinérante sur brûlis sur un hectare, nous produisons 1 000 à 1 500 kilos. Mais si nous partons dans le semis direct sous couvert végétal, actuellement nous avons déjà 3 000 à 5 000 kilos à l'hectare », soutient-il. Pour lui, cette méthode culturale peut améliorer le pouvoir d'achat des femmes. L'agro-écologie fait référence à un ensemble de pratiques agricoles. Parmi ces pratiques, on compte notamment:

□ L'accroissement de la biodiversité en évitant les monocultures qui ont besoin d'intrants en énergie, pesticides et engrais ; □ La fertilisation obtenue au moyen des engrais verts et de compost ; □ Les aménagements pour lutter contre l'érosion des surfaces. (Radio Okapi)

Ituri: 7 miliciens FRPI se rendent à l'armée. Sept miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) qui se sont rendus dimanche aux Forces armées de la RDC (FARDC) ont été présentés ce lundi 16 mars aux notables de Gety. Selon des sources militaires, ces miliciens ont remis quatre armes AK 47. Selon un officier du commandement du secteur opérationnel des FARDC en Ituri, ces miliciens ont exprimé leur volonté de quitter la brousse et de mettre fin à leur activisme. Le même officier indique que cette reddition est le fruit d'une série d'appels au désarmement lancé par ses hommes dans cette zone. La même source affirme que ces miliciens qui se sont rendus seront transférés à Bunia pour intégrer le processus de désarmement au camp de Rwampara. (Radio Okapi)

Ban Ki-moon recommande à la RDC de collaborer avec la Monusco pour traquer les FDLR. Dans son rapport publié lundi 16 mars sur l'action de la Monusco, Ban Ki-moon a recommandé à la RDC de coopérer avec la mission onusienne pour mener «des opérations militaires efficaces» contre les rebelles rwandais des FDLR. Le secrétaire général des Nations unies, s'est dit aussi préoccupé par les nombreuses violations des droits de l'homme qui continuent d'être commises en RDC tant par les groupes armés que par des éléments des forces de sécurité nationale.

Moïse Katumbi décline l'offre de briguer le poste de gouverneur du Haut-Katanga. Le gouverneur du Katanga Moïse Katumbi décline l'offre des notables et chefs coutumiers de la future province du Haut Katanga qui lui ont demandé dimanche 15 mars de briguer le mandat de gouverneur de cette province lorsqu'elle sera installée. « Pour moi la politique n'est pas un métier », leur a-t-il notamment répondu.

Assemblée nationale: Thomas Lokondo et Emery Okundji satisfaits du discours de Minaku. Le député de la majorité présidentielle, Henri-Thomas Lokondo et son collègue de l'opposition Emery Okundji ont salué les propos du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku qui a appelé lundi 16 mars le gouvernement à mobiliser des fonds pour la tenue des élections à venir dans les délais. Dans son discours de la rentrée parlementaire de mars, Aubin Minaku a le projet d'un débat pour une mise en œuvre réaliste du calendrier électoral que la Ceni a publié en février dernier.

Nord-Kivu: début de la construction de la route Mutwanga-Kikura à Beni. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, a lancé lundi 16 mars les travaux de construction de la route qui reliera les localités de Mutwanga à Kikura, en passant par les localités de Mwenga et Kikingi, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Financé sur fonds propre du gouvernement provincial du Nord-Kivu, cet axe routier pourra faciliter le commerce dans cette contrée, où les FARDC ont récemment délogé les rebelles ougandais des ADF.

Katanga: plus de 5 000 mètres de tuyaux de la Regideso volés à Kamina. Plus de 5 000 mètres de tuyaux de la Regideso ont été déterrés et volés, depuis février dernier, dans la ville de Kamina, située à 600 km de Lubumbashi (Katanga). Le président de la société civile du district du Haut Lomami, Deta

Kalenga, l'a révélé lundi 16 mars au lendemain de l'arrestation d'un homme qui détenait plus de dix mètres de tuyaux déjà déterrés. Selon Deta Kalenga, ces tuyaux servent à la fabrication de fusil de chasse.

Nord-Kivu : 5 responsables civils et militaires tués à Bunagana. Des hommes en armes ont tué cinq chefs militaires et civils locaux ce mardi 17 mars dans la matinée dans la cité de Bunagana (environ 30 km de Goma) frontalière à l'Ouganda. Parmi les victimes, on compte notamment le chef de groupement de Jomba, dans le territoire de Rutshuru, des responsables locaux de la sécurité et de l'armée congolaise.

Sud-Kivu : les FDLR encore présentes à Mwenga. Plus d'un mois après le début de l'opération militaire lancée par l'armée congolaise, les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) sont encore présentes à Mwenga, ont indiqué lundi 16 mars à Radio Okapi les habitants de ce territoire. Le nombre de rebelles capturés ne dépasse pas la vingtaine sur plusieurs centaines de ces rebelles estimés dans cette contrée, affirment les mêmes sources.

Ituri: des présumés FRPI ont assassiné le chef de localité de Mugbe ; Des témoins ont rapporté à la société civile de Walendu Bindi, en Ituri, la mort lundi 16 mars du chef coutumier du village de Mugbe dans la chefferie de Walendu Bindi. Se basant sur le témoignage de la victime peu avant sa mort, les proches de ce chef coutumier accusent les miliciens de la FRPI d'avoir commis ce meurtre. Selon la société civile de Walendu Bindi, ce chef local a été abattu à coups de poignard dans son domicile par des présumés miliciens de la FRPI.

RD Congo : "Il faut savoir accepter la démocratie et partir" dit Moïse Katumbi. Moïse Katumbi, membre du parti présidentiel et gouverneur du Katanga, a accordé une interview exclusive à RFI et France 24. Moïse Katumbi ne s'était plus exprimé publiquement depuis des mois. Président du club de foot du Tout Puissant Mazembe - le "Paris-Saint Germain congolais"-, et membre du parti présidentiel, il est souvent présenté comme le principal rival de Joseph Kabila pour la présidentielle congolaise en 2016. Surtout depuis ses déclarations en décembre 2014, lorsqu'il avait utilisé la métaphore du "troisième pénalty" pour exclure l'idée d'une révision constitutionnelle qui aurait permis à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat en 2016. **Sur un troisième mandat de Kabila : "Le président ne s'est jamais déclaré comme candidat"** Pourtant, Katumbi affirme qu'il veut "prendre du repos, faire le tour du Congo" et botte en touche concernant ses ambitions politiques : "le président a un mandat, nous ne devons pas l'envier. Nous devons voir comment soutenir le président pour qu'il termine son mandat". Pour Katumbi, pas de doute, "le président ne s'est jamais déclaré comme candidat". Il affirme par ailleurs "croire au PPRD (le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie de Joseph Kabila) et n'avoir aucune intention de le quitter. **Sur le redécoupage des provinces : une pique à Joseph Kabila ?** La RDC a procédé à un redécoupage de ses provinces, passant de onze à vingt-six début janvier. Le Katanga, la province de Moïse Katumbi, a été divisée en quatre, provoquant une opposition de la société civile qui estime que les sensibilités sociales et politiques de la région ne sont pas prises en compte. "J'étais contre le découpage de la province du Katanga en quatre, affirme pour sa part Katumbi. Mais la loi a été promulguée. C'est la démocratie, j'ai dû l'accepter" avoue-t-il, estimant cependant que cette décision pourrait être difficile à financer car elle "n'était pas prévue dans le budget 2015". Katumbi ne sera pas candidat au poste de gouverneur du Haut-Katanga en janvier 2016. Pour lui, ce redécoupage n'a pas pour but de l'exclure de la vie politique, contrairement à ce que beaucoup d'observateurs affirment. "Dans la vie, il faut savoir partir [...]. J'ai eu un mandat que j'ai respecté. Je suis démocrate [...] je dois donner l'exemple". Une déclaration à peine voilée que Joseph Kabila saura apprécier. (RFI)

Katanga: baisse de l'activisme de Mai-Mai à Manono, Pweto et Moba. La province du Katanga connaît, depuis quelques mois, une baisse de l'activisme des Mai-Mai notamment dans les territoires de Pweto, Manono et Moba, considérés autrefois comme "le triangle de la mort", en raison d'insécurité entretenue par des miliciens. Des sources de la région attribuent cette situation à l'opération de traque que mènent les FARDC contre les groupes armés dans cette partie du Katanga.

Kinshasa: environ 30 femmes opérées de fistules. Une trentaine de femmes ont été opérées de leurs fistules à l'hôpital Biamba Marie Mutombo à Kinshasa lors d'une campagne des neuf jours financée par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Cette campagne, qui s'est terminée mardi 17 mars, a été assurée par trois urologues français et leurs collègues congolais.

Maniema: le taux de prévalence du VIH/Sida s'est stabilisé à 12,7% à Kasongo. Le taux de prévalence du VIH/Sida s'est stabilisé à 12,7%, depuis octobre 2014, dans la zone de santé rurale de Kasongo (Maniema). Le médecin chef de zone de santé intérimaire de cette zone, docteur Mulubi Farahani Mufa, a livré ce chiffre, le week-end dernier, à l'issue de la réunion du comité de gestion de

cette zone de santé située au sud de la ville de Kindu. Selon lui, cette donnée récoltée depuis octobre 2014 n'a pas changé. Il a par ailleurs invité les autorités politiques et administratives à s'impliquer dans la lutte contre le VIH-Sida en approvisionnant cette zone de santé des ARV.

Mercredi 18 mars.

RDC: le gouvernement Matata II a 100 jours. Le gouvernement Matata II est en place depuis 100 jours. Le Communicateur de la Majorité présidentielle, Franklin Tshamala a estimé mardi 17 mars que la dynamique de la reconstruction nationale se poursuit, tandis que l'opposant Valentin Mubake fait un bilan négatif. Il critique une « économie de pillage et de prédation. » «Tout le monde doit constater que la dynamique se poursuit. La dynamique de la reconstruction des infrastructures de notre pays se poursuit, la dynamique de la mise en œuvre de la nouvelle citoyenneté, la citoyenneté responsable», se réjouit Franklin Tshamala, communicateur de la Majorité présidentielle. Selon lui, le gouvernement Matata II «a fait de choses qui vont dans le sens de tenir la promesse quant à l'organisation de prochaines élections, conformément à la législation de notre pays [...] Le calendrier global est là et ce calendrier impute au gouvernement quelques responsabilités, dont [il] s'acquitte déjà», a-t-il affirmé. **«L'insécurité bat son plein».** L'opposant Valentin Mubake, conseiller politique d'Etienne Tshisekedi, le leader de l'UDPS, voit les choses différemment. «L'insécurité bat son plein à travers tout le pays. Ce gouvernement est incapable de neutraliser les FDLR, les infiltrés du M23, les ADF, les Mbororos. Donc l'insécurité est générale dans ce pays, bien qu'on n'en parle pas», juge-t-il. Sur le plan économique, Valentin Mubake dénonce l'inadéquation entre la croissance économique et la pauvreté de la population : «Il n'est pas normal qu'un gouvernement qui fait pendant des dizaines d'années des taux de croissance économique au-delà de 5%, cette année on nous parle de 9,3% projeté à 10% à la fin de l'année, une inflation de moins d'1%, un gouvernement qui présente une telle fiche de bonne santé soit incapable d'augmenter les salaires des gens qui oscillent entre 80 000 francs congolais (87 dollars américains) le mois, est incapable de doter le pays d'infrastructures de base nécessaires.» Pour Valentin Mubake, un tel tableau traduit « une économie superficielle, qui ne sert pas les intérêts du Congo, mais une économie de pillage et de prédation qui sert les intérêts de l'étranger.» Dans la rue, les points de vue sont contrastés. Quelques habitants de Kinshasa interrogés par Radio Okapi jugent négatif le bilan de ce gouvernement au sein duquel ont été intégrés des membres de l'opposition. Pour eux, le gouvernement ne parvient toujours pas à améliorer la vie sociale de la population et à les préserver des tracasseries de tout genre. «Nous croyons que si nous lui laissons du temps, jusqu'en 2016, ce gouvernement fera de bonnes choses», soutiennent en revanche les plus optimistes. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: des membres de la société civile de Lubero se disent menacés par les FDLR. Les membres de la société civile des groupements de Tama et Itala au Sud de Lubero (Nord-Kivu) se disent menacés par le groupe FDLR/Foca du colonel Kizito. Ces menaces seraient consécutives à la publication d'un rapport produit par la société civile de ce secteur. Le document faisait état de l'activisme de ce groupe armé et de la milice NDC/Cheka, auteurs d'exactions contre les civils.

Bas-Congo: les navires peinent à accoster aux ports de Matadi et Boma. Plus de 40 navires sont, depuis plus d'un mois, bloqués au niveau du bief maritime du fleuve Congo et ne parviennent pas à atteindre les ports de Boma et de Matadi (Bas-Congo). Réagissant mercredi 18 mars à Radio Okapi, un armateur a attribué cette situation au sable et au niveau bas des eaux qui constituent des obstacles pour la navigation de ces bateaux. A ce jour, les importateurs sont obligés de payer des frais supplémentaires aux armateurs pour qu'ils les aident à dédouaner leurs marchandises bloquées dans les bateaux qui n'arrivent pas à atteindre les ports. La situation risque de perdurer aussi longtemps que la Congolaise des voies maritimes (CVM), entreprise publique qui gère ce secteur, dispose d'une seule drague qui est actuellement en panne.

Nord-Kivu: les chefs militaires et civils locaux tués mardi ont été inhumés à Rutshuru. Quatre chefs militaires et civils locaux abattus mardi dans une fusillade à Bunagana ont été portés en terre, mercredi 18 mars, à Rutshuru-centre, à plus de 70 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Il s'agit du chef de groupement Jomba, Boniface Nduhirahe, du chef de poste-adjoint du service de renseignement civil, d'un capitaine des FARDC et d'un policier. Les responsables militaires affirment que les auteurs de ce crime courent encore. D'après les responsables du secteur FARDC à Rutshuru, les premiers éléments de l'enquête de l'unité de renseignement militaire révèlent que les auteurs de ces meurtres seraient des bandits appartenant à la bande dirigée par un certain chef-milicien Manoti, bien connu dans le territoire. Pour ces responsables, les membres du comité local de sécurité du groupement Jomba auraient commis l'erreur d'affronter, sans armes ces bandits dans leur cachette dans un hôtel de Bunagana alors que ces derniers étaient armés et dangereux.

Goma: des militants de Lucha manifestent devant le bureau du gouverneur. Des jeunes du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) organisent un sit-in mercredi 18 mars depuis la matinée devant le bureau du gouverneur du Nord-Kivu à Goma. Ils réclament la libération d'autres membres des mouvements citoyens arrêtés dimanche à Kinshasa. Ce sont au total une vingtaine de personnes qui manifestent devant le bureau du gouverneur de la province du Nord-Kivu. Ils affirment vouloir continuer à manifester pacifiquement jusqu'à ce que leurs collègues arrêtés à Kinshasa soient libérés. Ces jeunes disent être prêts à se faire tous arrêter jusqu'à ce que le gouvernement remplisse les prisons, pourvu d'atteindre leur objectif. La veille, des activistes du même mouvement avaient manifesté devant les bureaux de l'Agence nationale de renseignements (ANR) à Goma. Onze d'entre eux avaient été arrêtés avant d'être libérés dans la soirée. D'après un militant joint au téléphone dans la matinée, leur libération est intervenue après un interrogatoire musclé. Lors de l'arrestation des activistes de Lucha mardi à Goma, deux journalistes étrangers avaient aussi été interpellés avant d'être relâchés peu après. La manifestation devant le bureau de l'ANR à Goma s'est déroulée après l'arrestation dimanche des leaders de Y'en a marre et du Balai citoyen ainsi que de quelques activistes des mouvements citoyens congolais, une trentaine de personnes au total. (Radio Okapi)

Les leaders de Y'en a marre et du Balai citoyen déclarés personae non gratae en RDC. Les quatre activistes sénégalais et burkinabés arrêtés dimanche à Kinshasa ont été libérés et déclarés personae non gratae en République démocratique du Congo. La porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, l'a annoncé à la presse mercredi 18 mars. Quant aux Congolais encore détenus au secret par les services de sécurité, le ministre Mende affirme qu'ils seront présentés devant la justice pour atteinte à la sûreté nationale.

RDC: 4 de 477 partis politiques sont implantés sur 75% du territoire national. Sur les 477 partis politiques agréés en RDC, seuls le PPRD, l'UDPS, le MLC et l'UNC sont implantés sur 75% du territoire national. Le reste n'existe qu'à Kinshasa ou dans quelques chefs-lieux des provinces. Le constat est de la Commission africaine pour la supervision des élections (Case), qui a publié un rapport mercredi 18 mars à Kinshasa. Cette organisation estime, en outre, que le nombre élevé de partis politiques en RDC empêche la population de faire un choix judicieux du parti auquel adhéré.

Shabunda: plus de 3 000 élèves étudient à l'ombre des arbres. Plus de 3 000 élèves suivent, depuis trois jours, les cours à l'ombre des arbres après que la pluie a détruit les toitures de huit écoles primaires et secondaires dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu). Le chef de la Sous-division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP/Shabunda1), Paul Mulolwa Kibonge, a invité les autorités gouvernementales à réfectionner les toitures de ces écoles. Le président de l'Association des parents d'élèves (Anapeco) à Shabunda, Kiamutanga Mwango sollicite l'intervention des organisations humanitaires pour remettre en état les écoles endommagées. Il a encouragé les parents à continuer d'envoyer leurs enfants à l'école malgré cette situation. (Radio Okapi)

Jeudi 19 mars.

Kinshasa : l'eau des fosses septiques de la prison de Makala se déverse dans le quartier voisin. Les habitants du quartier Muana Ntunu, derrière la prison centrale de Makala dans la commune de Selembao, se plaignent des odeurs des matières fécales et du liquide provenant des fosses septiques de ce centre pénitentiaire qui se déverse dans leur quartier. Cette situation dure depuis plusieurs années. La Voix des Sans Voix la dénonce dans un communiqué publié mardi 17 mars. Des sources médicales locales affirment enregistrer 10 à 20 cas de fièvre typhoïde par semaine dans ce quartier.

Assemblée nationale: la conférence de présidents adopte le calendrier de la session de mars. Les présidents des commissions, les présidents des groupes parlementaires et du bureau de l'Assemblée nationale réunis au sein de la conférence des présidents ont adopté mercredi 18 mars le projet de calendrier des travaux de la session ordinaire de mars. Ce calendrier qui sera soumis vendredi à l'approbation de la plénière prévoit notamment la désignation des membres commission nationale des droits de l'homme. Ce projet de calendrier des travaux de cette session de mars prévoit également l'examen de la loi portant création de l'ordre national des chirurgiens-dentistes, celle modifiant la loi sur l'Autorité de régulation de poste et télécommunications (ARPTC) ainsi que le texte modifiant la loi sur le code minier. Au cours cette session, les députés devraient également se pencher sur des matières qui doivent être soumises à la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat pour une harmonisation. Il s'agit notamment de la proposition de loi portant régime général des hydrocarbures. Le projet calendrier des travaux des députés nationaux prévoit aussi l'examen des arriérés législatifs dont la proposition de loi relative à la liberté des manifestations publiques. Parmi les autres matières inscrites dans ce calendrier, figurent : -le contrôle parlementaire et budgétaire, - l'examen du rapport annuel de la Commission électorale nationale indépendante,-le rapport des

vacances parlementaires. La session ordinaire de mars du Parlement a été ouverte le lundi 16 mars dernier. (Radio Okpi)

Nord-Kivu: Ocha s'inquiète de la montée de la criminalité à Rutshuru et Walikale. Dans son rapport hebdomadaire publié mardi 17 mars, Ocha redoute les conséquences de la recrudescence de la criminalité dans les territoires de Rutshuru Walikale sur l'accès humanitaire et le déplacement des civils. L'agence humanitaire fait notamment état des cas d'enlèvements de personnes et de braquages de véhicules enregistrés dans cette partie du Nord-Kivu.

RDC: libération de certains Congolais arrêtés avec les activistes sénégalais et burkinabè. Certains artistes congolais arrêtés dimanche avec les leaders de Y'en a marre et du Balai citoyen ont été libérés ce jeudi 19 mars à Kinshasa. Selon la Nouvelle société civile congolaise (NSCC) qui livre cette information, la plupart de ces artistes étaient invités à animer la cérémonie de clôture des activités auxquelles ont pris part les activistes sénégalais et burkinabè.

Nord-Kivu : les FDLR interdisent aux habitants de Lubero de sortir de leurs villages. La société civile du Nord-Kivu indique que les habitants de plusieurs villages situés au Sud de Lubero sont pris en otage par les rebelles rwandais des FDLR. Ces derniers leur interdisent de sortir de leurs villages. Selon des sources de la société civile, les combattants rwandais veulent utiliser ces populations comme bouclier humain pour dissuader l'armée congolaise de les attaquer dans ces localités.

Lubumbashi: le consul d'Afrique du Sud déplore la délivrance de faux visas. Le consul général de la République sud-africaine en poste à Lubumbashi, Mandla Rametsi, déplore la multiplicité d'agences qui délivrent de faux visas d'entrée en Afrique du Sud. Il indique qu'en l'espace d'un mois, près de cinquante faux visas ont été saisis sur des ressortissants congolais et leurs détenteurs refoulés. La plupart de ces personnes obtiennent ces visas à Lubumbashi, souligne le diplomate

L'avocat de l'ancien député Ernest Kyaviro s'inquiète de la détention de son client. Me Arsène Mabalumbuya, avocat de l'ancien député national Jean Louis Ernest Kyaviro, s'inquiète de la détention de son client. Arrêté le 22 janvier à Goma lors des manifestations contre la loi électorale, le président fédéral du RCD/KML au Nord-Kivu, a été transféré à Kinshasa où, selon son avocat, il est détenu dans un cachot des services de sécurité.

New-York: Martin Kobler plaide pour le renouvellement du mandat de la Monusco. Le Conseil de sécurité de l'Onu s'est réuni jeudi 19 mars à New York sur la situation en RDC et le renouvellement du mandat de la Monusco. Le Conseil devrait se prononcer dans la soirée. Martin Kobler a dressé la situation politique, sécuritaire et humanitaire qui prévaut en RDC. Cette situation, selon lui, est relativement stable grâce aux efforts du gouvernement congolais avec le concours de la Monusco. Pour le chef de la Monusco, beaucoup de choses ont déjà été accomplies sur le terrain. Mais beaucoup reste encore à faire pour stabiliser davantage la RDC, qui nécessite un renouvellement du mandat de la mission onusienne. «Nous sommes ici au service du peuple. Nous sommes aussi ici pour offrir nos services au Gouvernement. Notre volonté de quitter le pays est réel et sans équivoque. Le départ de la Monusco doit être lié aux résultats obtenus et à l'amélioration concrète de la situation sur le terrain», a expliqué Martin Kobler. **La société civile pour «un mandat fort».** Le même jour, plus de 170 ONG des droits humains et de la société civile de la RDC ont appelé au «renouvellement d'un mandat fort de la Monusco», en faveur de la réforme du secteur de sécurité et du soutien au processus électoral. Dans un communiqué conjoint publié à Kinshasa au moment où le Conseil de sécurité discutait sur cette question, ces ONG ont estimé que la crise congolaise est loin d'être résolue et est susceptible de se détériorer dans les prochains mois. Le coordonnateur du Réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de Justice, Emmanuel Kabengele, explique: «[Considérons] le volet de la réforme de la police; jusque-là, il n'y a que 3% d'exécution. Ce qui est vrai, c'est que sur le territoire de la République démocratique du Congo, continuent encore d'exister un certain nombre de groupes armés. Pour nous, par rapport à ce cas d'insécurité, il faut une conjonction d'efforts. Et en toute modestie, on ne pourrait pas dire que nous-mêmes on pourrait y faire face.» La Voix des sans Voix, elle, a encouragé la Monusco et le gouvernement a renoué les contacts pour mener une action conjointe contre les rebelles des FDLR. Une opération que mène seule l'armée congolaise dans les Kivu après que le gouvernement congolais s'est passé de l'appui de la Monusco. Une querrelle oppose les deux partenaires sur la présence de deux généraux congolais soupçonnés de violation des droits de l'homme. **Kinshasa pour «un retrait progressif».** Raymond Tshibanda, qui a représenté la RDC à la séance du conseil de sécurité, a déclaré qu'avec l'appui de la Monusco son gouvernement a obtenu des résultats positifs dans la stabilisation de la RDC. Mais il a plaidé pour un retrait progressif de la Mission onusienne. «Aujourd'hui, il y a certes encore quelques poches d'insécurité à certains endroits bien localisés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Partout ailleurs sur le territoire national, la paix et la sécurité règnent. Bien plus, il y a un Etat qui fonctionne, les institutions légitimes et efficaces, une

armée en pleine reconstruction.» Selon lui, la RDC est désormais en mesure de poursuivre ce travail seule. Raymond Tshibanda a donc plaidé pour le départ progressif de la Monusco. (Radio Okapi)

Vendredi 20 mars.

Katanga: 15 ex-rebelles FDLR désireux de rentrer au Rwanda coincés à Kasaji. Les autorités militaires et politiques de Kasaji dans le district de Lwalaba (Katanga) ont refusé jeudi 19 mars d'autoriser à la section DDRR de la Monusco de ramener à Lubumbashi quinze ex-rebelles FDLR qui désirent rentrer au Rwanda, leur pays. Elles disent attendre au préalable l'aval du ministre de la Défense, Aimé Ngoy Mukena pour laisser la Monusco enclencher le processus de rapatriement de ces ex-combattants.

RDC: le projet «Instant Network School» veut faciliter l'apprentissage des enfants déplacés en Equateur. La Fondation Vodafone et Vodacom en collaboration avec le HCR, ont annoncé jeudi 19 mars le lancement prochain du projet «Instant Network School» consistant à installer des salles multimédia dans les camps de réfugiés de l'Equateur pour permettre aux professeurs et aux élèves de bénéficier du contenu des cours disponibles sur Internet. Les camps visés sont ceux de Mole, Inke et Boyabu.

RDC: Martin Kobler plaide en faveur de la liberté d'expression. Le patron de la Monusco, Martin Kobler plaide pour la liberté d'expression en RDC. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC a fait sa plaidoirie, jeudi 19 mars, en marge de la réunion du Conseil de sécurité de l'Onu, à New-York (Etats-Unis d'Amérique). Il s'est dit préoccupé par l'arrestation, pendant quatre jours, des leaders des mouvements «Y'en a marre» et du «Balai citoyen» à Kinshasa.

Sud-Kivu: une ONG dénonce la multiplicité de cas d'assassinats. L'ASBL REFODEG (Regroupement des Faiseurs d'Opinion pour la Démocratie et la Bonne Gouvernance) a dénoncé, vendredi 20 mars, les assassinats à répétition à travers la province du Sud-Kivu. La structure cite notamment le dernier cas perpétré, il y a une semaine, dans le carré minier de Mukungwe, en territoire de Walungu, où huit creuseurs ont été abattus par des hommes armés inconnus.

Nord-Kivu: les communautés de Masisi s'engagent à cohabiter pacifiquement. Les représentants des communautés Hundé, Hutu et Tutsi de la chefferie des Bashali, en territoire de Masisi (Nord-Kivu) se sont engagés vendredi 20 mars cohabiter pacifiquement. Cela à l'issue d'un dialogue inter-communautaire de trois jours, tenu à Kitshanga, à 80 km à l'Ouest de Goma (Nord-Kivu). Ils ont même signé à ce sujet un acte d'engagement.

RDC : les banques s'engagent à faciliter la paie des fonctionnaires. A l'issue de l'atelier d'évaluation de la bancarisation de la paie des fonctionnaires de l'Etat, les banques se sont engagées à faciliter cette opération. Elles ont notamment promis d'éviter que les fonctionnaires parcourent de longues distances pour aller percevoir leurs salaires. C'est ce qu'a déclaré jeudi 19 mars Jean Louis Kayembe, président du comité de suivi de la paie des fonctionnaires de l'Etat.

RDC: 7 activistes de Filimbi et Lucha toujours en détention. Sept congolais activistes des mouvements Filimbi et Lucha sont toujours détenus par les services de sécurité à Kinshasa. C'est ce qu'a révélé vendredi 20 mars leur avocat, Me Sylvain Lumu. Ces personnes ont été arrêtées dimanche 15 mars en même temps que d'autres Congolais ainsi que des leaders de Y'en a marre et du Balai citoyen. Les activistes sénégalais et burkinabè ont été expulsés et déclarés personae non gratae en RDC.

RDC : accusé de viol, le comédien Fiston Saï-Saï est acquitté. L'artiste comédien Fiston Mafinga Sese alias Saï-Saï a été acquitté ce vendredi 20 mars par le tribunal de grande instance de la Gombe. Le verdict a été prononcé au cours d'une audience publique devant de nombreux sympathisants, artistes et membres de famille, venus le soutenir. L'accusé n'a pas assisté à cette audience. Arrêté le 28 février dernier, le comédien était accusé de viol sur mineure. Le tribunal de grande instance de la Gombe l'a acquitté faute de preuves.

La CPI envisage de commencer le procès Ntaganda en RDC. La Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI) a recommandé jeudi 19 mars à la présidence de la Cour que les déclarations d'ouverture du procès de Bosco Ntaganda se tiennent à Bunia en Ituri en RDC. La présidence de la CPI va consulter les autorités congolaises et prendra une décision sur cette question, en consultation avec la Chambre de première instance. Au cours d'une journée d'information de la CPI organisée vendredi à Kinshasa, l'unité de sensibilisation de cette cour a expliqué qu'un procès in situ se justifiait par le souci de rapprocher les instances judiciaires de la communauté affectée par les

crimes commis. Le chef rebelle Bosco Ntaganda est accusé par la CPI de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Ituri en 2002 et 2003. La présidence de la CPI va consulter les autorités congolaises et prendra une décision sur la tenue du procès Ntaganda en RDC. Le procès Ntaganda doit s'ouvrir le 2 juin prochain. « Aux Congolais de décider, de donner leur avis si oui ou non un tel procès-même si c'est pour quelques jours- peut se tenir sur le sol congolais », indique Paul Madidi, chargé de la sensibilisation à la CPI. Pour lui, ce n'est pas la première fois qu'un procès in situ soit envisagé par la CPI. Pour sa part, Me Franck Mulenda, représentant des victimes à la CPI, insiste sur la protection des droits des victimes. « Les victimes ont subi des préjudices énormes. Elles ont soif de la justice. Voilà pourquoi nous militons pour que leurs droits soient protégés, à savoir le droit de participer à la procédure, le droit d'être protégé et le droit à la réparation », souligne-t-il. Si le procès Ntaganda se déroule en RDC, ce sera la première fois que les juges de la CPI se déplacent- pour des audiences publiques- sur le lieu où les présumés crimes ont été commis. Des tentatives similaires ont échoué dans l'affaire Thomas Lubanga. Bosco Ntaganda, ancien chef d'état-major général adjoint présumé du Front patriotique pour la libération du Congo (FPLC) est poursuivi pour 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. (Radio Okapi)

Samedi 21 mars.

Procès Ntaganda: la CPI enregistre de nouvelles victimes. La Cour pénale internationale (CPI) va enregistrer de nouvelles victimes en plus des 1 120 déjà enregistrées en Ituri pour le procès de Bosco Ntaganda. Selon Nicolas Kuyaku, responsable local de l'unité de sensibilisation de la cour, cet enregistrement de nouvelles victimes devrait débuter le 23 mars et se clôturer le 30 avril. La date fixée pour le début du procès est le 2 juin prochain. Nicolas Kuyaku indique que ce sont les juges de la CPI qui ont demandé que de nouvelles victimes soient enregistrées après la confirmation des charges. « A la confirmation des charges, il y a certaines charges qui ont été modifiées. C'est pourquoi les juges ont demandé s'il y a des potentielles victimes qui estimeraient nécessaires de participer aussi à cette étape, elles peuvent soumettre leur demande auprès de la la section de participation et réparation et des victimes », explique-t-il. Avant la confirmation des charges, fait savoir la même source, « nous avons sillonné le territoire de Djugu pour sensibiliser la communauté de victimes parce que les juges avaient estimé que l'affaire Bosco Ntaganda avait une grande ampleur dans la région de l'Ituri ». Environ 2 000 demandes de victimes avaient alors été réceptionnées. Mille cent vingt ont été validées. Parmi les victimes qui peuvent être enregistrées figurent notamment les ex-enfants soldats ainsi que leurs parents. (Radio Okapi)

Le Sénat va examiner la proposition de loi sur l'accès à l'information. Le Sénat congolais a adopté vendredi 20 mars les matières qui seront examinées au cours de la session de mars. Hormis la question de la validation de mandat de certains sénateurs, la chambre haute du Parlement va examiner vingt-trois projets et propositions de loi. Parmi ces propositions de loi, une seule figure dans la rubrique de nouvelle matière. Il s'agit de la proposition de loi sur l'accès à l'information du sénateur Moïse Nyarugabo. Les sénateurs estiment que l'examen et l'adoption de cette loi est importante pour tous les Congolais. « Cette loi, c'est pour que tout Congolais quand il voudra avoir l'information sur telle ou telle donnée en rapport avec le fonctionnement de l'Etat puisse accéder à cette information. Surtout vous les journalistes, il ne faut pas qu'on vous prive des informations. C'est une loi opportune pour notre pays », explique le sénateur Tekkis Mulaila. (Radio Okapi)

Province Orientale: des structures pour administrer les anciens districts font polémique. Le gouverneur de la Province Orientale, Jean Bamanisa, a mis en place des coordinations chargées de l'administration des quatre anciens districts. Cette mesure est contenue dans un arrêté provincial du 25 février dernier et publié le 19 mars à Kisangani. Mais cette décision consécutive à la suppression des entités administratives déconcentrées (direction de province, district, cité et poste d'encadrement administratif) suscite une polémique dans la province. Certains élus dénonçant une décision anticonstitutionnelle. La coordination chargée de l'administration de l'Ituri est composée de douze personnes dont un coordonnateur, Jean-Robert Moyemba Vunduawe, un coordonnateur adjoint, Ngabu Kpari, ainsi que dix points focaux qui ont rang de ministres provinciaux. Jean Bamanisa affirme avoir pris cette décision pour assurer la continuité de l'Etat après la suppression des districts et en attendant l'installation des nouvelles provinces. Composée actuellement de 11 provinces, la RDC doit désormais en compter 26.

Concours d'admission à l'ENA : les sites de l'examen écrit. L'épreuve écrite du concours d'admission à l'Ecole nationale d'administration (ENA) en RDC doit avoir lieu dimanche 22 mars à 8 heures (heure de Kinshasa) sur toute l'étendue du pays. Près de trois mille candidats doivent participer à cet examen qui consistera notamment en la rédaction d'une dissertation. L'ENA a publié les sites où sera organisée cette épreuve à travers le pays.

5 millions de personnes visées par le programme « Ecole et village assainis ». La deuxième phase du programme « Ecole et village assainis » a été lancée vendredi 20 mars à Kinshasa. Elle va s'étendre jusqu'en 2017. Ce programme vise à faciliter l'accès des populations à l'eau potable et à l'utilisation des latrines hygiéniques en milieu rural et périurbain. Plus de 5 millions de personnes vivant dans plus de 6 000 villages sont ciblées par ce programme.

Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani bientôt reliés par la fibre optique. Le programme régional des réseaux de télécommunication haut débit en Afrique centrale a été lancé jeudi 19 mars à Kinshasa. Ce projet devrait relier les villes de Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani, principaux pôles économiques de la RDC, par la fibre optique et assurer l'interconnexion de la RDC avec ses neuf voisins. Ce réseau haut débit dénommé CAB 5 fait partie de la cinquième phase du programme régional des réseaux de télécommunications haut débit en Afrique centrale. Il est financé par la Banque mondiale à hauteur de 92 millions de dollars et consiste en la construction, la gestion et la commercialisation d'un câble à fibre optique. Pour la ministre du Portefeuille et le représentant de la Banque mondiale en RDC, ce projet va appuyer la réforme de la Société congolaise de postes et télécommunications (SCPT), l'entreprise publique des télécommunications. A en croire ces deux responsables, ce projet est aussi censé assurer le développement de l'économie numérique en RDC, accroître la connexion Internet à haut débit et réduire les prix de services de télécommunications pour permettre un plus grand accès aux nouvelles technologies de l'information. Ce réseau qui va relier Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani va s'ajouter aux 3 300 kilomètres de fibre optique qui relie Moanda, Kinshasa et Kasumbalesa. (Radio Okapi)

Dimanche 22 mars.

RDC: l'avocat de Jean-Claude Muyambo s'inquiète de l'état de santé de son client. Me Patrick Mutombo, l'avocat de l'opposant Jean-Claude Muyambo, s'inquiète de l'état de santé de son client. Il a indiqué que le président du parti de l'opposition Solidarité congolaise pour le développement (Scode), incarcéré depuis deux mois à la prison centrale de Makala, s'est fracturé la jambe gauche et il est en train de se tordre de douleurs.

Kindu: l'Université Simon Kimbangu reçoit un don de 4 000 ouvrages. L'ONG groupe Congolais pour le logement social a remis, vendredi 20 mars, un don de deux tonnes de livres à l'Université Simon Kimbangu de Kindu (Maniema). Ce lot est constitué de 4 000 ouvrages de différentes disciplines en rapport avec les 8 facultés organisées dans cette institution universitaire.

Kinshasa: environ 70 femmes sensibilisées sur les méthodes de la planification familiale. L'ONG la Corporation nationale des professionnels en santé communautaire (CNPSC) a sensibilisé, samedi 21 mars, environ 70 femmes de la zone de santé de Kisangani II sur les notions liées à la planification familiale, à Kinshasa. Cette campagne s'inscrit dans le cadre de l'autonomisation et de la participation de la femme congolaise à la santé de la reproduction.

La ville de Lubumbashi dotée d'un hôpital moderne. Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, a inauguré, samedi 21 mars, un établissement hospitalier moderne dénommé «Hôpital général du cinquantenaire» à Lubumbashi, chef-lieu de la province. Cet hôpital d'une capacité d'accueil de 120 lits, organise plusieurs services notamment: la chirurgie, la médecine interne, la pédiatrie, l'orthopédie, la gynécologie, la médecine interne, soins intensif, la dialyse et autres.

Province Orientale: paralysie des services publics à Baye. Les activités tournent, depuis trois jours, au ralenti dans les services étatiques de Baye, poste d'encadrement administratif dans le territoire de Bondo, à plus de 500 km de Kisangani (Province Orientale). Le chef de poste de mines de Baye accuse des agents et fonctionnaires de cette contrée d'avoir abandonné leurs bureaux pour chercher de l'argent d'une autre manière dans un puits d'or découvert récemment.

Province Orientale: 47 détenus de la prison de Bunia transférés à Osio. Quarante-sept détenus de la prison centrale de Bunia ont été transférés, samedi 21 mars, à celle de d'Osio à une vingtaine de km de la ville de Kisangani (Province Orientale). Le ministre de l'Intérieur de la Province Orientale, Hubert Molisho qui a assisté à cette cérémonie indique qu'il s'agit d'une première vague de ces prisonniers transférés vers cet établissement pénitentiaire proche du chef-lieu de la Province Orientale.

RDC: le ministre de l'Environnement déplore l'absence d'une politique de l'eau. Le monde a célèbre dimanche 22 mars la journée internationale de l'eau, sous le thème: "l'eau et le développement durable". En RDC, le thème national retenu est: « pour des politiques publiques cohérentes et coordonnées qui garantissent une gestion rationnelle de l'eau dans le pays ». Lors de son message à la

nation, le ministre de l'Environnement et Développement durable, Bienvenu Liyota, a déploré l'absence d'une politique nationale de l'eau. En effet, l'accès à l'eau est devenu difficile notamment à Kananga et dans plusieurs quartiers de Kinshasa. Selon le ministre Bienvenu Liyota, la meilleure façon de traduire en acte la thématique dédiée à cette journée serait de créer un environnement favorable au développement durable. Sur ce chemin, les défis à relever sont énormes, a-t-il reconnu. La RDC doit doter ce secteur d'outils qui font défaut; notamment des lois sur l'eau, sur l'assainissement et l'hygiène. Le ministre Liyota a aussi déploré l'absence «d'une politique nationale de l'eau, des normes et standards d'accès à l'eau potable, de la carte hydrogéologique, d'inventaire des eaux souterraines et autres [...]». Lors de son message à la nation, Bienvenu Liyota a prôné à une gestion correcte de cette denrée afin d'avoir assez d'eau pour tous. Pourtant, le constat sur le terrain démontre le contraire. (Radio Okapi)

Lundi 23 mars.

Elections provinciales : la date de dépôt des candidatures approche. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) s'active pour commencer à recevoir les candidatures aux élections provinciales, à partir du 15 avril, conformément son calendrier électoral. Pendant ce temps, certains partis de la majorité présidentielle se disent prêts pour ce rendez-vous, alors certains opposants continuent de rejeter ce calendrier le jugeant incohérent et irréaliste.

Bus Esprit de vie : plus de 2,5 millions de dollars déjà recouverts. Six mois après la mise en circulation des bus dits «esprits de vie», le projet se porte bien. C'est le jugement émis par Justin Kalumba, le ministre des Transports et voies de communication, samedi 21 mars, à l'occasion de l'évaluation de ce partenariat public-privé. D'après lui, l'Etat congolais a déjà recouvert 2,5 millions de dollars qui devront permettre de commander soixante nouveaux bus. « Le premier lot de 250 bus est totalement en circulation à ce jour. En termes de remboursement nous sommes au-delà de 2,5 millions de dollars américains. Lorsqu'on voudra commander de nouveaux bus avec la contrepartie du gouvernement, nous sommes capables de commander 60 nouveaux bus. Ce qui signifie que le programme a commencé à se recycler. Si nous continuons à être sérieux sur un long terme, nous allons renouveler le parc au niveau de Kinshasa », a déclaré Justin Kalumba. Pour les 250 minibus octroyés à crédit aux privés, membres de l'APVECO (l'Association des propriétaires des véhicules), le gouvernement congolais avait déboursé un peu plus de 14 millions de dollars. C'est en septembre 2014 que le gouvernement a accordé les tout premiers bus Hyundai à crédit aux privés pour résoudre de façon progressive la question de la mobilité urbaine à Kinshasa. Les acquéreurs ont versé à l'acquisition 15% des 57 000 dollars américains qu'ils devront payer mensuellement sur une période de quatre ans. L'appellation « esprit de vie » attribuée à ces véhicules vise à les distinguer des fourgonnettes souvent en mauvais état technique surnommées « esprit de mort » qui relient les différents quartiers de la capitale de la RDC. (Radio,Okapi)

Equateur: la société civile soutient la loi sur le découpage territorial. La Société civile de la province de l'Equateur (Socipeq) salue la loi de programmation déterminant les modalités d'installation des nouvelles provinces, promulguée début mars par le chef de l'Etat. Cette structure a exprimé son point de vue, le week-end dernier, au cours d'un point de presse tenu à Mbandaka, chef-lieu de la province.

Lubumbashi: aucun cas de choléra depuis janvier à Kamalondo. La zone de santé de Kamalondo, à Lubumbashi (Katanga), n'a enregistré, depuis janvier dernier, aucun cas de choléra alors que l'année passée à la même période, 248 cas étaient répertoriés avec 5 décès. Le médecin chef de cette zone de santé, docteur Fidèle Kinyanga attribue cette situation entre autres, à la bonne desserte en eau potable de la Regideso, à la sensibilisation de la population sur les règles d'hygiène et à l'implication des certains partenaires en santé.

Bandundu: le village Makulu Mbanji se vide après le meurtre d'un policier. Les habitants de la localité de Makulu Mbanji, en territoire de Gungu (Bandundu) ont abandonné, depuis le week-end dernier, leurs habitations pour se réfugier en brousse à la suite du meurtre d'un policier. Selon la société civile de Gungu, ces villageois redoutent les représailles des policiers après la mort de leur compagnon d'arme, tué pendant qu'il tentait d'arrêter un habitant de ce village Makulu Mbanji.

Ituri: la société civile réclame le renfort des troupes militaires à Walendu Bindi. La société civile d'Irumu, dans le district de l'Ituri (Province Orientale) appelle les Forces armées de la RDC (FARDC) à renforcer leurs effectifs dans la collectivité de Walendu Bindi. Cette structure a lancé son appel, samedi 21 mars, au lendemain des actes de pillage perpétrés par des présumés miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) à Vututu, localité située à 37 km au Sud de Bunia dans la collectivité de Walendu Bindi.

Sénat : début de l'examen de la proposition de loi sur l'accès à l'information. Après le débat général sur la proposition de loi sur l'accès à l'information lundi 23 mars au Sénat de la RDC, les sénateurs ont décidé que cette proposition de loi soit transmise à la commission Politique administrative et judiciaire pour un examen approfondi. Pendant le débat, plusieurs sénateurs ont reconnu le droit de tout congolais d'accéder gratuitement à l'information. Mais certains sénateurs ont fait remarquer que toute information ne doit pas être divulguée. Selon son auteur, Moïse Nyarugabo, cette proposition de loi sur l'accès à l'information vise à favoriser la gouvernance démocratique, la transparence de l'administration, la lutte contre la corruption et l'exclusion sociale. Pour Moïse Nyarugabo, tout citoyen a le droit de connaître les décisions que le gouvernement prend, les contrats qu'il signe ainsi que les projets qu'il élabore. Le sénateur estime que la population ne doit pas se contenter de l'information préalablement « traitée » par certains organes « qui livrent selon leur entendement, leur ligne éditoriale ». Interrogé sur la nécessité de divulguer toute information, Moïse Nyarugabo répond que « toute information ne peut pas être divulguée ». Une disposition de sa proposition de loi prévoit des exceptions à l'accès à l'information. « Nous avons consacré l'article 5 qui ne porte que sur les restrictions, les exceptions, la nature des informations qui ne peuvent pas être divulguées. Par exemple, les informations liées à la défense nationale », fait savoir le sénateur Nyarugabo. La proposition de loi de Moïse Nyarugabo fait partie d'une vingtaine de lois qui seront examinées au cours de cette session de mars au Sénat. L'examen de la proposition de loi sur l'accès à l'information était réclamé par plusieurs mouvements associatifs depuis plusieurs mois. Parmi eux, le Collectif 24 pour qui cette loi permettrait que tout le monde accède à la bonne information, en évitant la rumeur et la corruption et en renforçant la transparence dans la gestion de la chose publique. (Radio Okapi)

Le député Kiakwama appelle à la libération des activistes arrêtés à Kinshasa. Le député Gilbert Kiakwama appelle à la libération des activistes congolais arrêtés depuis le 15 mars dernier avec les leaders des mouvements citoyens Y'en a marre et Balai citoyen. Dans une motion incidentielle défendue au cours de la plénière du lundi 23 mars à l'Assemblée nationale, cet élu dont le fils fait partie des jeunes arrêtés a dénoncé une arrestation arbitraire. Il a invité la chambre basse du Parlement à s'impliquer dans ce dossier.

Des rivières envahies par des bouteilles en plastique à Kinshasa. Plusieurs rivières de la ville de Kinshasa sont envahies par les bouteilles en plastiques. A la surface de ces cours d'eau s'accumulent des dizaines de bouteilles. Ce qui complique la circulation de l'eau et occasionne des débordements des rivières. Une habitante estime, pour sa part, que les pouvoirs publics et la population ont responsables de cette situation. « D'un côté, je donne tort aux autorités. De l'autre, c'est nous-mêmes. Nous sommes trop sales. Mais je condamne l'Etat à cause du manque de service de l'hygiène opérationnelle », soutient-elle. Ces rivières envahies par des bouteilles en plastique peuvent constituer un problème de santé publique, soutiennent certains experts. Pour le ministre honoraire de l'Environnement, député national et président du Parti écologiste congolais, Didace Pembe, il faut mettre en place une politique de ramassage et de récupération de ces bouteilles. Il plaide aussi pour une sensibilisation de la population sur cette question. (Radio Okapi)

Mardi 24 mars.

RDC: trois morts lors des affrontements entre FARDC et Mai-Mai Yakutumba à Fizi. Les Mai-Mai Yakutumba ont attaqué lundi 23 mars dans la matinée une position militaire FARDC à Lubishako près de la forêt de Nganja dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu. Le bilan fait état de trois morts et des femmes des militaires violées par les assaillants.

Nord-Kivu: regain d'insécurité attribuée aux Raïa Mutomboki à Ufamandu 1^{er}. Le député Jean-Bosco Sebishimbo a dénoncé lundi 23 mars la reprise d'activisme des miliciens du groupe Raïa Mutomboki depuis une semaine dans le groupement Ufamandu 1er dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Selon lui, ces miliciens tuent des civils et abattent leurs vaches. Jean-Bosco Sebishimbo témoigne avoir vu, lors de son récent séjour à Masisa, «des gens qui ont été tués dans la partie Kazinga, Bihasha et un peu partout à Gungu. Dans Ufamandu 1er, il y a l'activisme des Raïa Mutomboki, qui commence à inquiéter encore.» Une partie de Gungu est restée sans défense, après le retrait des forces armées pour d'autres missions ailleurs, a-t-il estimé, appelant les autorités à renforcer les effectifs de la police et à déployer l'armée pour sécuriser les populations civiles désormais à la merci de ces combattants Raïa Mutomboki. (Radio Okapi)

Lubumbashi: vol du matériel de laboratoire de la Ligue congolaise contre cancer. Des écrans plats, unités centrales, un microscope, une caméra et d'autres accessoires appartenant à la Ligue congolaise contre le cancer (LCC) ont été volés dans la nuit de dimanche 22 mars par des inconnus qui

ont cambriolé le laboratoire de cette structure. Le professeur Julien Nikulu affirme que ce vol bloque le fonctionnement du laboratoire d'anatomie pathologique, l'unique du Katanga.

Des hommes en uniforme insécurisent les habitants de Bunia. La société civile et le chef de cité de Bunia dénoncent la recrudescence de la criminalité dans le chef-lieu de l'Ituri. Pour le seul week-end dernier, plus de dix cas de vols à mains armées ont été enregistrés. Une femme a également été violée et plusieurs biens emportés. Selon des témoins, ces crimes sont commis par des hommes portant l'uniforme de la police et de l'armée.

Nord-Kivu: 18 personnes enlevées à Goma et Rutshuru. Dix-huit personnes ont été kidnappées, le week-end dernier, à Goma et dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ce chiffre a été livré, mardi 24 mars, par des sources de la police, corroborées par des sources concordantes à Rutshuru. La société civile du Nord-Kivu et la Fondation canadienne «Justice and Equity» appellent les autorités provinciales à prendre des mesures face à la montée de l'insécurité dans cette partie du Nord-Kivu.

Province Orientale : la Fec appelle à la fin de l'incivisme fiscal dans le Haut-Uélé. La coordination de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) du Haut-Uélé appelle la société civile à mettre fin à sa campagne appelant la population à ne plus payer les taxes. Une campagne lancée depuis février dernier pour exiger notamment la réhabilitation des routes. Selon Célestin Bekabisia, président de la Fec dans ce district de la Province Orientale, sa corporation et le gouvernement se sont mis d'accord pour réhabiliter la route Isiro-Niangara.

Kinshasa: à l'hôpital de Kabinda, 85% de tuberculeux guérissent après 6 mois de traitement. Selon les responsables de l'unité chargée de la tuberculose à l'hôpital de Kabinda à Kinshasa, 85% des tuberculeux qui y sont soignés guérissent après 6 mois de traitement. L'hôpital de Kabinda reçoit en moyenne 7 malades de tuberculose par jour. Ces chiffres ont été révélés mardi 24 mars, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose.

L'AgriBusiness Forum 2015 se tient à Kinshasa. L'AgriBusiness Forum 2015 se tient à Kinshasa depuis lundi 23 mars à Kinshasa. Ce forum qui se tient chaque année est destiné à mettre en lumière l'importance des opportunités d'affaires dans le domaine de l'agriculture en Afrique. Des représentants de plus de 50 pays y prennent part. Pour Idith Miller, vice-présidente d'EMRC, principal organisateur de ce forum, ces assises sont une opportunité pour les entrepreneurs de discuter des projets d'investissements dans le domaine de l'agriculture. Les participants à ce forum viennent d'une cinquantaine de pays. Ils sont pour la plupart des entrepreneurs qui s'intéressent à l'agriculture et au développement rural. L'AgriBusiness Forum est une plate-forme d'affaires internationale créée pour renforcer le secteur agro-alimentaire en Afrique, en encourageant les partenariats et l'échange des meilleures pratiques et en attirant des investissements. Cette année, le forum abordera le thème : «Vers une croissance inclusive : une nouvelle vision pour la transformation agricole en Afrique (Radio Okapi)

Mercredi 25 mars.

Une panne au barrage d'Inga perturbe la desserte en électricité à Kinshasa. Le directeur général de la Société nationale d'électricité, Eric Mbala, affirme que les perturbations observées ces derniers jours dans la fourniture de l'électricité à Kinshasa sont occasionnées par une panne sur une machine au barrage hydro-électrique d'Inga au Bas-Congo. Selon lui, cette panne occasionne un déficit d'électricité dans la capitale congolaise.

Province Orientale: deux villages vidés de leurs populations sous la hantise de la LRA Les habitants des localités Kengwa et Ebale, dans le territoire d'Ango à plus de 500 km au nord de Kisangani, quittent leurs villages pour s'installer dans les villages voisins depuis environ un mois. Selon la société civile locale, ce mouvement des populations est consécutif aux menaces grandissantes de la rébellion ougandaise de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans cette contrée.

Katanga: 12 miliciens bantous arrêtés pour exactions sur des pygmées à Mukwaka. Douze miliciens bantous, accusés d'exactions sur les membres de communautés des pygmées, ont été arrêtés lundi 23 mars au village de Mukwaka, 24 km de Nyunzu centre. Ils devraient être transférés devant la justice à Kalemie pour être jugés.

Likasi: la police lance la traque des enfants de la rue. La police a entamé mardi 24 mars à Likasi au Katanga la traque des enfants en rupture familiale appelés communément «enfants de la rue.» Cette opération baptisée «nettoyage» vise à arrêter tous les délinquants localisés dans différents endroits de la ville. Plus de 24 personnes ont déjà été interpellées, dont dix mineurs déferés devant leurs juges

naturels. La société civile locale, qui a salué cette opération, a demandé au gouvernement de créer des centres d'apprentissage des métiers pour ces enfants.

Goma: libération de Serge Muviri, militant de Lucha. Serge Muviri, jeune militant du mouvement «Lutte pour le changement » (Lucha), qui était porté disparu depuis samedi dernier, a été libéré mardi 24 mars à Goma vers 19 heures locales. Selon ses collègues, Serge Muviri a déclaré avoir été torturé, avant d'être emmené dans un endroit inconnu par des personnes inconnues. Serge Muviri affirme aussi avoir été soumis, pendant sa détention, à un intense interrogatoire sur sa vie de militant de Lucha, mais aussi sur ses relations supposées avec certains mouvements étrangers. Sa disparition est intervenue juste après une série d'actions de son mouvement, qui réclame la libération d'un de ses membres arrêté à Kinshasa depuis plus de deux semaines. (Radio Okapi)

RDC : le gouvernement se félicite de son action. Le Premier ministre congolais, Matata Ponyo, a évalué mercredi 25 mars avec les bailleurs de fonds de la RDC le bilan de l'action de son gouvernement. Il a notamment évoqué les résultats obtenus par son équipe dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Matata Ponyo est à la tête du gouvernement congolais depuis avril 2012.

Kinshasa: les ménages se plaignent de la perturbation de la desserte en électricité. Les ménages se plaignent de la perturbation de la desserte en électricité dans la ville de Kinshasa. Dans plusieurs quartiers, le courant n'est fourni que pendant quelques heures dans la nuit. La Société nationale d'électricité (Snel) indique que cette perturbation de la desserte en électricité est occasionnée par une panne au barrage hydroélectrique d'Inga.

La RDC est le 3e pays qui compte le plus de tuberculeux en Afrique. La RDC est le troisième pays qui compte le plus de malades de tuberculose en Afrique. Elle est dixième dans le monde. Ce chiffre a été révélé mercredi 25 mars par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en marge de la journée mondiale de lutte contre cette maladie célébrée le 24 mars de chaque année. L'administrateur en charge de la tuberculose au bureau de l'OMS en RDC, Docteur Nkiere, invite le gouvernement congolais et ses partenaires à s'investir davantage pour que tous les tuberculeux, où qu'ils se trouvent, aient accès au traitement. Selon lui, dans certaines parties du pays, des malades parcourent jusqu'à 300 kilomètres pour se rendre dans un centre de traitement. Le médecin indique que la RDC a notifié environ 112 000 cas de tuberculose en 2013. (Radio Okapi)

RDC : 375 partis politiques ont déjà signé le code de bonne conduite de la Ceni. Treize partis politiques ont signé mercredi 25 mars à Kinshasa le code de bonne conduite des partis politiques élaboré par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Ce qui porte à 375 le nombre des regroupements politiques qui ont déjà signé ce document. Cette cérémonie intervient à 20 jours du lancement de l'opération de réception et traitement des candidatures aux élections provinciales prévues cette année. Au total, ce sont 477 partis politiques qui sont régulièrement enregistrés au ministère de l'Intérieur.

Jeudi 26 mars.

RDC-Rwanda: le député Lokondo réclame la publication du rapport sur la démarcation de la frontière. Le député national Henri Thomas Lokondo demande que le gouvernement congolais rende publiques les conclusions de la commission chargée de délimiter la frontière entre la RDC et le Rwanda. Selon l' élu de Mbandaka, cette commission a déjà fini son travail. Vingt-deux bornes frontières devraient être placées entre les deux pays dans 60 jours.

Nord-Kivu : l'armée déloge les miliciens APCLS de Lukweti. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repris mercredi 25 mars le contrôle de la localité de Lukweti (Nord-Kivu) occupée depuis plusieurs années par les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS). Selon le conseil de sages de cette localité, les habitants qui avaient fui ces affrontements entre les FARDC et ces miliciens ont commencé à regagner leur milieu.

Assemblée nationale: le directeur général de la Regideso interpellé sur la pénurie d'eau. Les députés ont décrié mercredi 25 mars la pénurie et l'insalubrité de l'eau desservie par la Régie de distribution d'eau (Regideso), à travers une question orale adressée au directeur général de cette société, Jacques Mukalay. Selon eux, cette situation concerne tout le pays, surtout les provinces. Tout en reconnaissant l'insuffisance de l'offre en eau potable par rapport à la demande nationale, le patron de la Regideso a assuré que les paramètres de potabilité étaient quotidiennement contrôlés.

Bunia: 6 policiers et militaires arrêtés pour monnayage des évasions. Six policiers et militaires poursuivis pour monnayage des évasions des détenus à la prison centrale de Bunia sont aux arrêts depuis la semaine dernière aux cachots de la Police nationale congolaise (PNC) et de l'auditorat militaire de Bunia (Province Orientale). L'information a été livrée mercredi 25 mars par le commandant de la police en Ituri. Cette arrestation est intervenue après la dénonciation faite par l'Union des associations culturelles de l'Ituri (Unadi), qui accusait l'administration pénitentiaire d'être à la base des évasions monnayées.

RDC: l'ONU renouvelle pour un an le mandat de la Monusco. L'ONU a renouvelé jeudi 26 mars pour un an le mandat de la Monusco, sa mission en RDC. Elle a également décidé d'en réduire les effectifs militaires de 10%. Selon une résolution adoptée unanimement par le conseil de sécurité, la Monusco verra ses effectifs réduits de 2 000 hommes sur près de 20 000 soldats.

RDC : Martin Kobler appelle à l'unité entre la Monusco et le gouvernement. «C'est seulement dans l'unité et la collaboration que les différends entre le gouvernement et la Monusco au sujet de la poursuite de son mandat en RDC, peuvent trouver une solution», a déclaré le chef de la Monusco, Martin Kobler, jeudi 26 mars à Goma où il séjourne. Les relations entre le gouvernement congolais et la Monusco ont été tendues ces dernières semaines autour d'un différend sur la présence dans la chaîne de commandement des opérations militaires contre les FDLR de deux généraux que l'Onu soupçonne d'avoir commis des violations des droits de l'homme.

Isiro: 80% de la population peu favorables aux élections. Une enquête réalisée par le Programme d'éducation civique (Peduc) de l'Université du Haut-Uélé du 5 au 18 mars indique que 80 % des habitants de la ville d'Isiro et ses environs ne sont pas prêts à aller aux urnes alors que la Commission électorale se prépare à organiser sept scrutins en 20 mois. 1480 personnes ont répondu à huit questions posées par les enquêteurs sur leur perception des élections antérieures.

Tuberculose: les autorités congolaises annoncent le désengorgement des prisons. Le vice-ministre de la Justice et des Droits humains, Simon Mbose Nkodia Mpuanga a annoncé mardi 24 mars un plan d'urgence de désengorgement des prisons et de prise en charge des détenus atteints de la tuberculose. Il a fait cette annonce à l'occasion de la journée mondiale contre cette maladie, célébrée le 24 mars de chaque année.

La Ceni recrute 1010 agents permanents. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a lancé le processus de recrutement de 1010 agents permanents. Le dépôt des dossiers de candidature va se clôturer le 11 avril 2015.

Les membres du CNDH seront connus la semaine prochaine, assure Aubin Minaku. Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a annoncé jeudi 26 mars que la liste définitive des membres de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sera rendue publique la semaine prochaine. Il a fait cette annonce après une rencontre avec des délégués des ONG de défense des droits de l'homme. La loi instituant cette commission des droits de l'homme avait été votée en décembre 2012 au Parlement. Mais les membres de cet organe chargé de la promotion et de la protection des droits de l'homme en RDC n'avaient toujours pas été nommés. (Radio Okapi)

Vendredi 27 mars.

RDC: la société civile salue le renouvellement du mandat de la Monusco. La société civile salue le renouvellement du mandat de la Monusco. Me Sylvain Lumu, secrétaire exécutif de la Ligue des électeurs, qui avait signé une déclaration commune avec d'autres organisations congolaises et la FIDH appelant au renouvellement de ce mandat, se dit satisfait que le conseil de sécurité des Nations unies ait suivi le point de vue de la société civile.

Goma: JED dénonce la saisie de l'émetteur de la radio Mishapi. L'ONG Journaliste en danger (Jed) dénonce la saisie de l'émetteur de Radio Mishapi Voice TV émettant de Goma, depuis lundi dernier, par les services des Postes, téléphone et télécommunications (PTT) au Nord-Kivu. JED estime que cette décision porte atteinte à la liberté d'expression et demande la restitution «immédiate et sans conditions» du matériel de Mishapi. «Il semblerait que Mishapi était en train de brouiller les fréquences de la RVA. Ce qui reste à vérifier. Dans cette lettre, dont nous avons copie, il est également reproché à Mishapi d'œuvrer sans autorisation de fonctionnement d'une radio. Ce qui est balayé par les documents que Mishapi possède», a expliqué Tuvor Wundi, représentant de JED au Nord-Kivu, appelant les autorités au sens de responsabilité et à la tolérance vis-à-vis des médias. (Radio Okapi)

RDC: les nouvelles priorités de la Monusco. Le Conseil de sécurité de l'Onu a renouvelé pour une année le mandat de la Monusco à travers la résolution 2211, votée jeudi 26 mars à New-York (Etats-Unis d'Amérique). Avec ce nouveau bail, la Monusco est chargée d'accomplir trois missions prioritaires à savoir: la protection des civils, la stabilisation du Congo et l'appui à la mise en œuvre de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, signé en février 2013. Le Conseil de sécurité de l'Onu autorise la Monusco à prendre toutes les mesures nécessaires pour, entre autres, assurer la protection des civils, sous la menace physique dans ses zones opérationnelles. La mission onusienne devra également prendre des mesures nécessaires pour neutraliser les groupes armés encore réfractaires au processus de démobilisation, désarmement, réinstallation et réinsertion (DDRR) via la Brigade d'intervention. La résolution 2211 recommande par ailleurs à la mission onusienne d'offrir ses bons offices, ses conseils et appui au gouvernement congolais en vue du désarmement, démobilisation et réintégration des combattants congolais non soupçonnés de génocide, de crime de guerre et crimes contre l'humanité. Concernant les rebelles étrangers (FDLR, ADF et autres), la Monusco est appelée à contribuer à leur désarmement, démobilisation, au rapatriement ou à leur réinsertion au cas où ils ne sont pas soupçonnés de génocide, de crime de guerre et crimes contre l'humanité. En rapport avec l'appui à la réforme nationale, la résolution 2211 du Conseil de sécurité de l'Onu recommande à la Monusco de contribuer à un certain nombre d'activités pour aider les autorités congolaises à mener bien les réformes prévues par l'accord-cadre d'Addis-Abeba et à stabiliser l'Est de la RDC. En renouvelant le mandat de la Monusco, le Conseil de sécurité de l'Onu a également décidé de réduire ses effectifs militaires de 10%. Selon cette résolution, la Monusco verra ses effectifs réduits de 2 000 hommes sur près de 20 000 soldats. (Radio Okapi)

Katanga: 16 000 nouveaux déplacés à Malemba Nkulu et Pweto. Environ 16 500 nouveaux déplacés ont été enregistrés en mars dans les territoires de Malemba Nkulu et Pweto (Katanga). Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a livré cette information dans son rapport, publié mercredi 25 mars à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga.

Nord-Kivu: les FDLR rentrent dans certains villages libérés pour commettre des crimes. La société civile de Nyanzale, en territoire de Masisi (Nord-Kivu) accuse les FDLR de retourner dans les localités, où elles sont délogées par les Forces armées de la RDC (FARDC) pour y commettre des exactions en l'absence de ces dernières. Cette structure l'a dénoncé, jeudi 26 mars, dans un entretien avec le chef de la Monusco, Martin Kobler, en tournée dans région.

La Ceni recrute 1010 agents permanents. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a lancé le processus de recrutement de 1010 agents permanents. Le dépôt des dossiers de candidature va se clôturer le 11 avril 2015.

Ituri: le choléra fait 4 morts à Gety. Le choléra a fait quatre morts sur treize cas enregistrés, depuis quatre jours, dans la zone de santé de Gety, dans la chefferie de Walendu Bindu, en Ituri (Province Orientale). Le médecin chef de zone de santé de Gety, docteur Alain Aveba, a livré cette information, jeudi 26 mars, à Radio Okapi.

Katanga: début de la réhabilitation de la route Lubumbashi – Uvira. Les travaux de réhabilitation de la route nationale No 5, qui relie la ville de Lubumbashi (Katanga) à la cité d'Uvira au Sud-Kivu, ont été lancés jeudi 26 mars à partir de Kalemie. Ils sont exécutés par l'entreprise sud-africaine Swanerpoel. Les travaux sont partis du quartier Mateo de Kalemie avec l'objectif d'atteindre la localité de Kambu, à environ 150 km, un tronçon conduisant au territoire de Pweto en passant par celui de Moba. Le chantier consiste à terrasser la voie jusqu'à faire une jonction avec l'endroit où l'entreprise chinoise Sinohydro s'était arrêtée avec les travaux similaires. Le projet de la réhabilitation de la route Kasomeno – Kambu- Kambu- Kalemie a été subdivisé et confié à plusieurs entreprises sélectionnées par la Banque mondiale. L'axe 1, partant de Kasomeno à Pweto, a été exécuté par Chinagensky. L'entreprise Sinohydro s'occupe du deuxième tronçon, qui relie Pweto à Kambu. La société Swaenepoel a été retenue pour la troisième section allant de Kalemie à Kambu. La main d'œuvre doit être assurée par les ouvriers locaux et ceux des villages environnants les lieux de travaux. Cette main d'œuvre va devoir participer à la réalisation des travaux de génie civil et des travaux publics pendant quinze mois. La Banque mondiale, en partenariat avec le Fonds d'entretien routier (Foner), finance le projet dont le coût n'a pas été révélé. (Radio Okapi)

Jean-Claude Muyambo transféré dans un hôpital de Kinshasa pour des soins. Détenu depuis fin janvier dernier à la Prison centrale de Makala, le président du parti de l'opposition Solidarité congolaise pour la démocratie (Scode), Jean-Claude Muyambo a été évacué, jeudi 26 mars, vers un centre hospitalier pour des soins appropriés.

RDC: réactions de la classe politique sur le nouveau mandat de la Monusco. La résolution 2211 sur le renouvellement du mandat de la Monusco, adoptée jeudi 26 mars par le Conseil de sécurité des Nations unies, est diversement accueillie par la classe politique de la RDC. La Majorité présidentielle (MP) aurait voulu voir une réduction plus sensible des troupes de la Monusco, estimant qu'il y a «montée en puissance des FARDC». L'opposition quant à elle a salué la reconduction de ce mandat, arguant que la situation de la RDC sur le plan sécuritaire est encore fragile.

Samedi 28 mars.

Katanga: 30 détenus s'évadent à Tenke. Une trentaine de détenus se sont évadés vendredi 27 mars dans la cité de Tenke à plus de 250 km de Lubumbashi. D'après plusieurs sources locales, ces détenus devraient être transférés à la prison de Lubudi à bord d'un train de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Mais, les proches de ces détenus venus à leur rescousse ont attaqué ce train, avant de le piller et de libérer les leurs. Une personne a été blessée, selon la police.

Kinshasa: les agents de l'Urbanisme dotés de motos et outils informatiques. Le ministre de l'Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat, Omer Egwake, a procédé vendredi 27 mars à la remise d'un lot des motos et d'outils informatiques à la secrétaire générale de ce ministère. Ce lot est destiné à toutes les divisions de ce ministère à Kinshasa, pour permettre à leurs techniciens de lutter contre les constructions anarchiques et faire respecter les normes urbanistiques tout en vulgarisant l'arrêté sur le permis de construction.

Sud-Kivu: coups de feu et pillages perpétrés par des hommes armés à Lugushwa. Des tirs nourris ont été entendus vendredi 27 mars vers 19 heures à Lugushwa, une cité minière située à plus de 200 km au sud-ouest de Bukavu dans le territoire de Mwenga. Selon des sources locales, au moins deux maisons de transfert d'argent ont été pillées par des hommes armés non identifiés. Deux personnes gravement blessées ont été acheminées à un centre hospitalier local. Une quantité non précise d'or et de l'argent a été emportée par les malfrats. Selon des sources concordantes, les assaillants se sont mis à tirer beaucoup de balles dans le quartier Mapale au lieu appelé: «Sawa », semant la terreur dans la cité. Par la suite, ils se sont attaqués à deux maisons de transfert d'argent. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: les habitants de Nyanzale et Kitchanga racontent à Martin Kobler les exactions des FDLR. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, a clôturé vendredi 27 mars par Kitchanga, sa mission de travail de 48 heures dans les secteurs de Nyanzale et Kitchanga dans le territoire de Rutshuru. Ces deux secteurs ruraux, situés à une centaine de kms au Nord-est de Goma, étaient réputés héberger plusieurs combattants Hutu rwandais des FDLR, avant le lancement des opérations militaires visant à leur désarmement forcé par les FARDC.

Kinshasa: ouverture de la commission paritaire Gouvernement-Syndicats. Gouvernement congolais et banc syndical de l'administration publique ont débuté samedi 28 mars à Kinshasa les travaux de leur commission paritaire. La convocation de cette commission fait suite à l'accord conclu entre les deux parties il y a sept jours pour que soit examiné de fond en comble le cahier de charge de l'intersyndicale nationale de l'administration publique déposé au gouvernement depuis le 16 mai 2014. Elle réclame notamment l'assainissement des conditions de travail et la rémunération décente.

Dimanche 29 mars ;

Equateur: les notables de Mbandaka saluent le renouvellement du mandat de la Monusco. Les notables de la ville de Mbandaka, chef-lieu de l'Equateur, saluent le renouvellement du mandat de la Monusco par le Conseil de sécurité de l'Onu. Ils ont exprimé leur satisfaction, vendredi 27 mars, au cours de leur réunion tenue dans la capitale provinciale de l'Equateur.

Découpage territorial: un parti de l'opposition met en garde contre le tribalisme. Le parti de l'opposition Union démocratique africaine originelle (UDA) avertit les Congolais contre toute forme de tribalisme. Le président fédéral de ce parti au Katanga, Sam Kabeya, a lancé cet avertissement, samedi 28 mars, au cours d'une conférence sur le développement du Haut-Katanga, à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Selon Sam Kabeya, la quête de l'identité devrait se faire dans une diversité culturelle, afin d'aboutir à une cohésion nationale qui amènera certes les provinces découpées à s'auto développer. Il estime qu'il ne faudrait pas que le tribalisme soit favorisé de façon latente ou manifeste pour que le développement soit réellement intégral et satisfaisant pour Congolais. «Nous prônons la cohésion entre les ressortissants du Haut-Katanga et toutes communautés qui y vivent », a poursuivi le vice-président de l'UDA au Katanga. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a promulgué, début mars, la loi de programmation déterminant les modalités d'installation des 26 nouvelles provinces en RDC. Les provinces du Bandundu, de l'Equateur, les deux Kasai, le Katanga et la Province-Orientale vont être

démembrées, contrairement à celles du Maniema, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Bas-Congo, qui devient Kongo Central, et la ville-province de Kinshasa. (Radio Okapi)

Province Orientale: le gouverneur Jean Bamanisa poursuit la lutte contre la fraude minière. Le gouverneur de la Province Orientale, Jean Bamanisa Saïdi, s'engage à poursuivre la réglementation du secteur minier de sa province. Il l'a déclaré, samedi 28 mars, au retour de Kinshasa, où il était allé dénoncer l'interpellation de ses collaborateurs du secteur minier par la Commission nationale anti-fraude. Devant la presse, Jean Bamanisa a dénoncé le modus operandi de cette commission nationale qu'il accuse d'avoir un agenda caché contre la campagne de lutte contre la fraude minière en Province Orientale. «Le gouvernement provincial a parfaitement fait son travail. Il a mis en place un comité de provincial de lutte contre la fraude des ressources naturelles. Effectivement, il existe une commission nationale que nous n'avons jamais vue sur terrain et qui est en déficit des résultats par rapport au travail qui lui a alloué et qui, aujourd'hui, est en train de faire un complot avec certaines personnes. Ce que nous déplorons puisque nous avons eu pas mal de nos collaborateurs interpellés et nous allons par la voie la plus légale récuser cette commission », a indiqué Jean Bamanisa. Il a expliqué que le souci de son gouvernement est de vaincre la fraude minière dans cette partie du pays. Dans le cadre de réglementer le secteur des mines, une trentaine d'expatriés avaient arrêtés, en février dernier, pour séjour irrégulier dans des zones minières du district de l'Ituri (Province Orientale). Accusés de fraude minière, d'exploitation illégale des substances minérales et de pollution de l'environnement, ces étrangers avaient été acheminés à Kisangani, puis transférés vendredi à Kinshasa. Ces expatriés ont été arrêtés par les services spécialisés de la province. En décembre dernier, le gouvernement de la Province Orientale avait frappé certaines entreprises de suspension d'activités d'exploitation minière dans le district de l'Ituri. (Radio Okapi)

Kalemie: 3 membres d'une même famille meurent dans un incendie ; Trois membres d'une famille sont morts, dans la nuit de samedi 28 mars, dans un incendie au quartier Kalumbi dans la ville de Kalemie, située à 300 km à l'Ouest de Lubumbashi (Katanga). Il s'agit d'une femme et ses deux enfants, tous jumeaux, morts après être brûlés et asphyxiés dans la maison.

Kalemie: le président de Mutuelle des pêcheurs abattu. Le président de Mutuelle de pêcheurs de Kalemie-Moba (Katanga) Mufipa a été abattu, dans la nuit du vendredi 27 mars, au quartier Kamkolobondo. Des sources militaires de la région renseignent que des bandits armés lui ont tiré à bout portant à quelques mètres de son domicile. La police a lancé une enquête et il privilégie la piste d'un règlement de compte par rapport aux derniers événements survenus la veille de sa mort sur le lac Tanganyika.

Sud-Kivu: 3 magasins pillés à Lugushwa. Des hommes armés ont dévalisé, dimanche 29 mars, trois maisons de commerce à Lugushwa, cité minière du territoire de Mwenga (Sud-Kivu). Selon des témoins, ces assaillants ont emporté plusieurs biens de valeurs comme de l'or, de l'argent dans ces boutiques appartenant à des négociants originaires de Bukavu et environs

Kindu: rupture de stocks de nourritures à la prison centrale. La prison centrale de Kindu (Maniema) connaît depuis quelques jours une rupture de stock de nourritures. Les responsables de cette maison carcérale l'ont affirmé, samedi 28 mars, à Radio Okapi. Selon eux, les détenus ont mangé ce dimanche leur dernière ration et ils n'auront rien à mettre sous la dent à partir de la semaine prochaine.

Une antenne de la commission de contrôle des armes ouverte à Kisangani. L'antenne provinciale de la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petits calibres et de réduction de la violence armée a été inaugurée samedi 28 mars dans la commune Makiso à Kisangani. Pour le PNUD, l'installation de ce bureau est importante pour la sécurisation des personnes et de leurs biens.

Mbandaka: fin de la foire des entrepreneuses. La foire des entrepreneuses, membres de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) à l'Equateur, s'est clôturée samedi 28 mars à Mbandaka. Pendant deux jours, des entrepreneuses ont exposé des produits de champ et manufacturés.

Katanga: le conseil de la chefferie de Kaponda compte autant d'hommes que de femmes. Le comité de pilotage de la chefferie de Kaponda qui joue le rôle du conseil de chefferie compte douze membres dont six femmes et six hommes. Le chef de Kaponda qui se félicite de la parité au sein de ce comité de pilotage reconnaît cependant que des efforts doivent encore être fournis pour que les femmes soient représentées dans tous les organes de décision de sa chefferie.

Lundi 30 mars.

Arrestations des activistes congolais: la mission parlementaire débute son travail. La mission d'informations mise sur pied à l'Assemblée nationale pour informer la chambre basse du Parlement sur le dossier des activistes congolais arrêtés le 15 mars dernier à Kinshasa commence son travail ce lundi 30 mars. Elle est chargée de recueillir toutes les informations relatives à cette affaire pour les transmettre à la plénière de l'Assemblée nationale. Quinze députés désignés par leurs groupes parlementaires prennent part à cette mission. Ambroise Kamukuni, Mohamed Bule, Jean Kimbunda, Jérôme Lusenge, Lumeya Dhu Malegi et Zacharie Bababaswe figurent parmi les membres de cette commission. Pendant dix jours, ces élus vont rencontrer les différents services de sécurité qui sont intervenus dans cette affaire. Ils communiqueront ensuite à l'Assemblée nationale les informations récoltées. Cette mission d'information a été mise en place à la suite d'une motion incidentielle du député Gilbert Kiakwama. Ce dernier, dont le fils est détenu en compagnie d'une dizaine d'autres activistes, avait appelé à leur libération. Les activistes congolais avaient été arrêtés le 15 mars dernier avec les leaders des mouvements sénégalais Y'en a marre et burkinabè Balai citoyen. Ces derniers ont été relâchés puis expulsés du pays. Les jeunes congolais encore en détention n'ont pas encore été formellement inculpés. Mais au lendemain de leur interpellation, les autorités congolaises les avaient accusés de faire la promotion de la violence. L'avocat de ces activistes congolais a déposé lundi 23 mars une plainte pour arrestation arbitraire de ses clients. Une plainte contre inconnu pour enlèvement, arrestation arbitraire, détention et perquisitions illégales ainsi que pour violation des droits garantis aux particuliers. (Radio Okapi)

RDC : les défis du nouveau comité de gestion de la SCPT. De nombreux défis attendent le nouveau comité de gestion de la Société congolaise de postes et télécommunications (SCPT) que pilote, depuis quatre jours, Didier Musete. Jean Makayanga, le vice-président du syndicat Solidarité, l'un des syndicats représentatifs de la SCPT, a recommandé, le week-end dernier, au comité Musete de s'atteler d'abord sur le dossier des arriérés de salaire, estimés à plus de 80 mois. Pour ce syndicaliste, cette situation salariale n'est pas « très catastrophique » si la nouvelle équipe dirigeante de l'ex-OCPT y met de la volonté. Jean Makayanga estime que l'entreprise mobilise des recettes qui lui permettent de faire face à ses multiples besoins mensuels. « Actuellement, quelques sociétés de télécommunication sont connectées à la fibre optique et paient régulièrement à l'ex-OCPT les frais qui avoisinent environ 5 millions de dollars américains le mois. Avec ces recettes mensuelles, on peut régulièrement payer les gens », a-t-il estimé. Il a en outre invité le comité Musete à mettre en place un système de couverture médicale et réhabiliter la rente de retraite pour une bonne fin de carrière des agents et cadres de l'ex-OCPT. En août 2014, le président du collectif du personnel de l'ex-OCPT, Alidor Lebon Kabala avait déploré le fait que des agents éligibles à la retraite depuis 20 ans n'ont toujours pas obtenu leurs décomptes finaux. Il avait indiqué qu'en attendant le règlement de leurs indemnités de sortie, chaque agent concerné par la retraite reçoit un forfait de 6 500 Francs congolais (7 dollars américains) quels que soient le grade, la fonction ou l'ancienneté. Jean Makayanga a enfin plaidé pour que les nouveaux dirigeants s'occupent de près du Gateway pour la construction de la station d'atterrissage de la fibre optique à Moanda (Bas-Congo). (Radio Okapi)

Code minier: les législateurs congolais appelés à adopter un texte consensuel. Présenté le week-end dernier à Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale), l'ouvrage « La révision du code minier congolais, quel avenir pour les investissements en RDC? » appelle le législateur congolais à l'adoption d'un texte consensuel pour faciliter les investissements dans le domaine minier.

Buta: la paroisse catholique Saint-Kiwanuka rouvre ses portes. La paroisse catholique Saint-Kiwanuka de Buta, à 324 km au Nord de Kisangani (Province Orientale), a été rouverte, le week-end dernier, un an après sa fermeture à la suite des incidents entre fidèles et responsables ecclésiastiques. Dans leur mémorandum adressé au nonce apostolique en RDC et remis au commissaire de district du Bas-Uélé, les chrétiens de cette paroisse accusaient l'évêque du diocèse de Buta, Monseigneur Joseph Banga Bane de détourner les dons en argent destinés aux projets d'ordre social et spirituel.

Comesa: Joseph Kabila passe le bâton de commandement à Haile Mariam Desalegn. Joseph Kabila participe au 18^e Sommet du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa) qui s'ouvre lundi 30 mars à Addis-Abeba (Ethiopie). Le chef de l'Etat congolais devra, au cours de ce forum de deux jours, passer le bâton de commandement au Premier ministre éthiopien, Haile Mariam Desalegn, après une année de gestion. Ce sommet de Comesa est placé sous le thème : « Pour une industrialisation inclusive et durable ». Le Comesa se propose notamment de réaliser une croissance et un développement durables des Etats membres en favorisant un développement équilibré et plus harmonieux de leurs structures de production et de commercialisation. (Radio Okapi)

Lubumbashi: début de la campagne des soins gratuits. Les zones de santé de Lubumbashi ont entamé, lundi 30 mars, la campagne de consultations et des soins médicaux gratuits. Des centaines de patients ont pris d'assaut l'hôpital général de référence Sendwe et l'hôpital militaire de la commune Rwashi, où ils ont été consultés selon les pathologies qu'ils présentent avant d'être orientés vers les spécialistes.

Sud-Kivu: la pluie fait 14 morts à Fizi. Quatorze personnes sont décédées et une centaine d'habitations ont été détruites à la suite de la pluie qui s'est abattue, le week-end dernier, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). La société civile locale indique que les rivières ont également débordé après cette pluie diluvienne qui a dévasté plusieurs hectares de champs dans cette partie du Sud-Kivu.

Province Orientale: le gouverneur invite la presse à accompagner le découpage territorial. Le gouverneur de la Province Orientale, Jean Bamanisa Saïdi, a invité samedi 28 mars les responsables des organes de presse et services de sécurité opérationnels à Kisangani à accompagner le processus de découpage territorial.

RDC: Amnesty International en campagne pour la libération des activistes congolais. Amnesty International a lancé lundi 30 mars une campagne en faveur de la libération de jeunes activistes congolais détenus au secret, selon elle, depuis 15 jours à Kinshasa. Selon le chargé de campagne à Amnesty international, cette démarche permettra aux membres de son organisation et au grand public d'exprimer leur solidarité envers ces militants victimes d'une «répression continue à l'approche de l'élection présidentielle de l'an prochain.» Ces derniers avaient été arrêtés lors d'une conférence de presse tenue dans la commune de Masina sur l'engagement civique des jeunes. Le chargé de campagne à l'Amnesty international, Christian Rumu, précise que cette campagne vise à persuader les autorités congolaises à libérer les jeunes militants des droits humains détenus : «Nous espérons que ce tollé général persuadera les autorités congolaises de remplir leurs obligations en libérant les militants détenus au secret à Kinshasa et leur enverra le message sans équivoque selon lequel la violation des droits fondamentaux que sont le droit à ne pas être privé de liberté et le droit à ne pas être soumis à des actes de torture ou d'autres mauvais traitements est inacceptable.» Au cours de la campagne, a poursuivi la même source, les membres et sympathisants d'Amnesty International du monde entier et les autres citoyens pourront signer une pétition, écrire aux autorités congolaises et envoyer des messages de solidarité aux détenus sur Twitter. Amnesty International croit savoir qu'au moins cinq jeunes défenseurs des droits humains sont toujours derrière les barreaux. La détention au secret prolongée de ces jeunes constitue un mauvais traitement et leur fait courir le risque d'être torturés, redoute Christian Rumu. L'ONG appelle donc les autorités congolaises à maintenir l'Etat de droit, à faire respecter les droits garantis par la constitution de la RDC et à remplir leurs obligations au regard des normes régionales et internationales relatives aux droits humains. Parallèlement, la mission d'information mise sur pied à l'Assemblée nationale pour informer la chambre basse du Parlement sur ce dossier a commencé son travail ce même lundi. Pendant dix jours, quinze députés désignés par leurs groupes parlementaires vont rencontrer les différents services de sécurité qui sont intervenus dans cette affaire. Ils vont communiquer ensuite à l'Assemblée nationale les informations récoltées. Les activistes congolais avaient été arrêtés le 15 mars dernier avec les leaders des mouvements sénégalais Y'en a marre et burkinabè Balai citoyen. Ces derniers ont été relâchés puis expulsés du pays. Les jeunes congolais encore en détention n'ont pas encore été formellement inculpés. Mais au lendemain de leur interpellation, les autorités congolaises les avaient accusés de faire la promotion de la violence. (Radio Okapi)

Mardi 31 mars.

RDC: les violences sexuelles baissent au sein des forces armées, selon Mme Bangura. Les cas des violences sexuelles commises par les membres des forces armées de la RDC ont baissé, a déclaré lundi 30 mars à Radio Okapi, Mme Zainab Hawa Bangura, représentante spéciale de Ban Ki-moon chargée des questions de violence sexuelle liée aux conflits. Depuis la mise en œuvre en 2014 d'un accord avec le gouvernement, les cas répertoriés sont de l'ordre de 31% pour des violences sexuelles commises par les FARDC et 69% pour les membres des groupes armés, a-t-elle déclaré sans plus de détails. Au cours de son séjour en RDC, elle va assister à la signature d'un document et la mise en place de la commission chargée de suivi des violences sexuelles dans les forces armées. Par ailleurs, un plan va être lancé au sein de la police pour que les crimes de violence sexuelle commis dans le pays ne restent pas impunis. «La police nationale a déjà développé un plan d'action. Elle a une unité pour lutter contre les violences sexuelles. Ces institutions vont être dupliquées dans les différentes localités dans tout le pays. Elle va également travailler dans le domaine de la conduite des enquêtes, précisément dans la collecte et la préservation des éléments de preuve en cas de violence sexuelle pour mettre ces éléments à la disposition du pouvoir judiciaire», a expliqué Mme Bangura. Ce déploiement de la police bénéficiera de l'appui des Nations unies. Les agences des Nations unies dans le pays

pourront contribuer à toute action visant à rétablir l'état de droit, a précisé Mme Bangura. Un plan d'action des FARDC contre les violences sexuelles a été élaboré en septembre 2014. Son objectif ultime est d'atteindre le niveau «zéro cas de viol commis par les éléments de la police ou de l'armée.». (Radio Okapi)

Kinshasa: le gouvernement provincial réclame la poursuite du PARRSA. Le gouvernement provincial de Kinshasa réclame la poursuite du Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (PARRSA), qui doit s'achever en décembre 2015. Le ministre provincial de Kinshasa en charge de l'agriculture, Magloire Kabemba, l'a déclaré lundi 30 mars au cours d'une évaluation de ce projet destiné à améliorer la capacité de production agricole des ménages dans la partie Nord de la province de l'Equateur et dans le pool Malebo à Kinshasa.

Nord-Kivu: la prison centrale de Walikale ne compte plus qu'un seul détenu. La prison centrale de Walikale ne compte plus qu'un seul détenu après l'évasion, lundi 30 mars, de six prisonniers de cette maison carcérale. Cette évasion intervient trois semaines après celle des cinquante-six pensionnaires de la même prison. Les forces de sécurité avaient réussi à récupérer sept d'entre eux.

Katanga: 5 écoles ferment à Manono suite aux conflits entre pygmées et bantous. Cinq écoles situées dans le secteur de Kabeke, Lwaba, Nyange et Nsengachimbu à Manono ont fermé depuis octobre 2014 suite aux conflits récurrents entre pygmées et bantous dans cette partie du Katanga. Quatre écoles fermées organisent l'enseignement primaire. La cinquième est une école secondaire.

Province Orientale: 5 présumés sorciers lynchés à Bondo. Cinq personnes, accusées de sorcellerie, ont été tuées, vendredi 27 mars, dans le territoire de Bondo, situé à 500 km au Nord de Kisangani (Province Orientale). Selon des sources concordantes, ces victimes ont été tabassées à mort avant d'être jetées dans la rivière Uélé.

Découpage territorial: Gabriel Kyungu prêche l'unité du Katanga. Le président de l'Assemblée provinciale du Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, exhorte les Katangais à l'harmonie, à la paix ainsi qu'à la cohésion au cours du processus de mise en oeuvre du découpage territorial. Il a lancé cet appel, lundi 30 mars, à l'ouverture de la session ordinaire de mars à l'Assemblée provinciale du Katanga. Pour Gabriel Kyungu, le découpage territorial est une disposition constitutionnelle que tout le monde doit respecter. Il a lancé une mise en garde contre tous ceux qui tenteront de créer la confusion à ce sujet pour semer le trouble au Katanga. «Que le découpage territorial ne puisse pas réveiller les démons de la division, ni nous amener à des troubles que nous avons toujours condamnés. Nous devons garder notre calme et travailler tous pour l'harmonie, la paix ainsi que la cohésion nationale. Que personne n'agite une quelconque corde tribale pour se faire accepter dans tel ou tel coin de la République», a-t-il exhorté. Le président de l'Assemblée provinciale du Katanga invite par ailleurs les Katangais à tirer les leçons des troubles ethniques survenus aux débuts des années 90 dans cette province. (Radio Okapi)

Goma: le mouvement Lucha exige la libération de Fred Bauma. Les membres du mouvement dénommé « Lutte pour le changement» (Lucha) exigent la libération immédiate et sans condition de leur collègue Fred Bauma détenu à Kinshasa depuis son arrestation il y a deux semaines avec d'autres activistes des mouvements sénégalais Y' en a marre et burkinabè Balai citoyen. Lors de d'un point de presse mardi 31 mars à Goma, ces activistes qualifient cette détention d'arbitraire et de violation des lois de la RDC.

Recrutement à la Ceni: 4000 dossiers déjà déposés. L'opération de dépôt des candidatures pour les postes permanents de la Commission électorale indépendantes (Ceni) se déroule bien, a déclaré le vice-président de la Ceni, mercredi 31 mars matin, à l'issue de sa visite du siège du Centre d'action pour dirigeants et cadres d'entreprises au Congo (Cadicec) à Kinshasa. Selon lui, plus de quatre mille dossiers ont été réceptionnés en quatre jours. Le Cadicec a été choisi par la Ceni pour assurer le recrutement de ces candidats.

Nomination de l'Evêque de Kalemie-Kirungu: Jean Christophe Amade, M.Afr. Le Saint-Père a nommé, le P.Christophe Amade, M.Afr., Evêque du diocèse de Kalemie-Kirungu (superficie 71.577, population 5.950.013, catholiques 3.663.230, prêtres 100, religieux 125), en République démocratique du Congo. L'Evêque élu, né en 1961 à Mune (RDC), a été ordonné prêtre en 1990. Docteur en philosophie, il était jusqu'ici Supérieur provincial des Pères Blancs pour l'Afrique centrale. Depuis 2010, le diocèse de Kalemie-Kirungu était vacant suite à la renonciation à la charge pastorale de Mgr.Dominique Kimpinde pour limite d'âge. Il était gouverné par l'Evêque de Kongolo, Mgr.Oscar Ngoy, Administrateur apostolique. (Cité du Vatican)

Uvira: un évêque plaide pour le contrôle des actions du gouvernement. L'évêque du diocèse d'Uvira (Sud), Monseigneur Sébastien Muyengo appelle les organisations de la société civile à s'impliquer dans le contrôle des actions du gouvernement du pays. Ce prélat catholique a lancé cet appel, mardi 31 mars, pendant que Caritas Congo lançait son projet de renforcement des capacités des organisations de la société civile dans cette partie du Sud-Kivu. Ce projet est lancé en faveur des populations des territoires d'Uvira, Fizi, Mwenga (Sud-Kivu) et Butembo-Beni (Nord-Kivu). Pour Monseigneur Sébastien Muyengo, l'implication de la société civile dans le contrôle des actions du gouvernement est utile pour la lutte contre la pauvreté en faveur des populations locales.